

IRAM

Fonds documentaire numérisé

Auteur : LIAGRE, Laurent, BALAMI, Dahiru Hassan, NGARADOUM, Djimasbé,...

Titre : « Récentes évolutions et enjeux futurs du commerce du bétail entre le Tchad et le Nigeria », *Revue Economie régionale*, Série Echanges régionaux, pp. 72 à 103

Editeur : LARES, IRAM, Paris

Date : Avril 2004

iram

Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement
49, rue de la Glacière • 75013 Paris • France
Tél. : 33 1 44 08 67 67 • Fax : 33 1 43 31 66 31
iram@iram-fr.org • www.iram-fr.org

RESUME :

« RECENTES EVOLUTIONS ET ENJEUX FUTURS DU COMMERCE DU BETAIL ENTRE LE TCHAD ET LE NIGERIA » - AVRIL 2004

L. LIAGRE (IRAM)
D.H. BALAMI (Université de
Maiduguri)
D. NGARADOUM – OBADA Tchad
M.O. KOUSSOU (Labo vétérinaire
Farcha)N'Djamena
F. LIENOU (DSCN- Maroua)

I. PROBLEMATIQUE DE L'ETUDE

Composante essentielle d'une longue tradition historique d'échanges entre les régions sahéliennes et côtières en Afrique de l'Ouest et du Centre, le transfert de bétail partant des zones d'élevage du Niger et du Tchad pour répondre à la demande au Nigeria occupe plus que jamais une place majeure dans les échanges commerciaux entre ces pays., résultant à la fois de la croissance démographique et des modifications du pouvoir d'achat de la population, notamment dans les grandes centres urbains du pays, sont à l'origine d'une tension nouvelle sur les marchés régionaux du bétail.

La place de l'élevage au Tchad et au Nigeria

L'élevage a un rôle structurant majeur pour l'économie tchadienne. Avec un cheptel bovin de l'ordre de 6 millions de têtes, soit 0,7 tête de bétail par habitant, la contribution du secteur de l'élevage (toutes espèces confondues) s'élève à plus de 18% du PIB national et 40% du PIB agricole. Sous réserve d'une meilleure prise en compte des échanges de bétail non comptabilisés, la part du secteur élevage représenterait plus de 50% des exportations. Le sous-secteur élevage ferait vivre près de 40% de la population : de fait, la production animale est la principale et souvent la seule source de revenu et d'autoconsommation des populations vivant en zones saharienne et sahélienne (BEAC, 2001).

Le cheptel nigérian est le plus important d'Afrique de l'Ouest, avec plus de la moitié du nombre total de têtes (bœufs, chèvres, moutons) de la sous-région. Mais le cheptel bovin, bien que plus de deux fois supérieur à celui du Tchad avec près de 15,5 millions de têtes, n'a pas la même importance en terme de source de revenus pour les ruraux (une tête de bétail pour 8,4 habitants). L'élevage contribue au PIB du pays à hauteur de 10%, et représente environ un tiers du PIB agricole (Banque mondiale, 2000). Le Nigeria est un importateur net de bétail, les exportations de bétail étant insignifiantes.

Avec près de 130 millions d'habitants, le Nigeria est structurellement déficitaire en viande en général, et en viande bovine en particulier. A l'Est du Nigeria, le Tchad constitue un gigantesque espace d'élevage extensif structurellement excédentaire qui détermine l'existence d'importants échanges de bétail entre les deux pays

La capacité de réponse à cette demande croissante se heurte alors à la problématique d'une hypothétique adaptation d'une offre en bétail sur pied, réputée rigide du fait des caractéristiques intrinsèques des systèmes d'élevage pastoraux, et d'une éventuelle évolution dans l'organisation de l'acheminement du bétail par les commerçants, affaire complexe et risquée du fait de la saisonnalité de l'offre, de l'étirement des circuits sur plusieurs centaines de kilomètres, de la volatilité des prix sur les marchés terminaux, de l'insécurité et des taxes sauvages, etc.

Afin d'alimenter les processus d'élaboration des décisions publiques pouvant contribuer au développement des filières animales, et dans l'objectif que les viandes africaines améliorent leur compétitivité et tirent le meilleur parti de l'évolution du marché nigérian, il s'avère donc fondamental de mieux apprécier les évolutions se faisant jour dans l'organisation des circuits d'approvisionnement entre régions d'élevage et bassins de consommation.

Dans cet objectif, une étude, visant à mieux caractériser les changements récents dans l'organisation du commerce du bétail entre le Tchad et le Nigeria a donc été demandée en mars 2002 par le Comité de pilotage du réseau "Suivi des échanges transfrontaliers entre le Nigeria et les pays voisins". L'étude, réalisée en plusieurs étapes sur l'intervalle 2002 et 2003, a donné lieu à la rédaction d'un ensemble de documents de travail intermédiaires et un rapport principal dont a été tirée la présente synthèse.

Cette synthèse qui combine l'analyse des données statistiques disponibles et des résultats de l'étude, est organisée en trois parties. Elle propose tout d'abord une analyse de la dynamique de la demande au Nigeria et présente quelques caractéristiques sur l'organisation et les tendances de l'offre dans le pays. La seconde partie analyse la dynamique de l'offre au Tchad. La dernière partie porte un regard sur les changements dans l'organisation et la coordination entre les acteurs, la répartition des revenus entre les acteurs et l'importance économique de ces filières pour ces pays.

Organisation de l'étude

L'étude a été conduite en trois étapes :

- La première étape a consisté en un suivi des marchés Tchadien (N'djamena) et Nigérian (Maiduguri, Lagos) de juin à octobre 2002 afin de recueillir les données sur les prix du bétail pour la viande et de mener des entretiens auprès des acteurs sur leurs perceptions des évolutions récentes sur les marchés au bétail (commerçants, responsables de marchés, d'abattoirs, bouchers, etc).

- La seconde étape menée en octobre 2002 a consisté en une étude fine réalisée sur les marchés tchadiens (N'djamena) et nigériens (Maiduguri, Mubi, Lagos, Ibadan) afin d'une part, de mieux caractériser l'évolution de l'offre et la demande en viande au Nigeria et, d'autre part, de comprendre l'évolution de l'organisation des circuits d'approvisionnement allant du Tchad à Lagos et Ibadan. Des enquêtes complémentaires auprès des commerçants du bétail de Port-Harcourt ont été réalisées en novembre 2003 pour analyser les circuits du sud-est du Nigeria.

- La dernière phase a été réalisée en juin 2003 et a porté sur l'analyse de l'organisation de l'offre au Sud du Tchad et au Nord Cameroun, et, d'autre part, sur l'évolution des modes de coordination entre les différents acteurs en activité sur les circuits de commercialisation entre le Tchad et le Nigeria.

Cette étude a donné lieu à la rédaction d'un ensemble de documents de travail intermédiaires et un rapport principal de synthèse dont a été tiré le présent article.

PARTIE I : RELANCE DE LA DEMANDE EN VIANDE ET DE L'OFFRE EN BETAIL AU NIGERIA

I. DYNAMIQUE DE LA DEMANDE EN VIANDE

1.1 Hausse de la consommation au milieu des années 1990 et accroissement depuis 1999

La consommation en viande animale en Afrique de l'Ouest a connu une baisse générale à partir des années 1980²⁹. Au Nigeria, cette tendance est particulièrement marquée puisqu'il est estimé que chaque habitant consommait 8 kg de viande³⁰ en 1980 et n'en consommait plus que 4 kg en 1990 (Soule B.G., 1992). Les données de la FAO indiquent même une baisse de la consommation à 2,65 kg/hab/an en 1990 (FAOSTAT 2003).

Bien que difficile à quantifier du fait de la grande imprécision des statistiques disponibles, cette tendance réelle était la conséquence de la dégradation du pouvoir d'achat de la plupart des Nigériens, elle-même résultant d'un ensemble de causes diverses : baisse des cours du pétrole limitant les revenus disponibles, limitation de l'accès aux facteurs de production suite à leurs renchérissements dans le cadre des plans d'ajustements structurels successifs, dévaluation continue du Naira augmentant le prix des importations, y compris du bétail sahélien.

Toutefois, à partir du milieu des années 1990, les données statistiques de la FAO indiquent un redémarrage progressif de la consommation qui s'accroît en 2000 et 2001 pour atteindre 3,4 kg/hab/an. Ce niveau de consommation reste néanmoins très faible : de 7,3 gr/j/hab en 1990, il passe à 9,4 gr/j/hab en 2001. Toutefois, l'agrégation au plan national de cette augmentation de la consommation de 0,79 gr/jour de viande bovine par personne, combinée avec une augmentation de

²⁹ Le niveau de consommation est différent selon qu'il s'agit de pays sahéliens ou de pays côtiers. Actuellement, la consommation par tête est de l'ordre de 10kg/hab/an au Niger et Tchad alors qu'elle avoisine 4kg/hab/an au Nigeria.

³⁰ Tout type de viande confondu : bovin, ovin, caprin, chameau, volaille, poisson, gibier.

la population de près de 31 millions sur cet intervalle de 11 années, représente une croissance des abattages de bétail de l'ordre de 2 millions de têtes³¹.

1.2. Des facteurs explicatifs d'ordres économiques et démographiques

Le niveau de consommation en viandes est déterminé par la croissance de la population et par la croissance de la consommation unitaire en viande, elle-même liée à une amélioration de la situation financière des ménages, une modification des modes alimentaires et/ou par une baisse du prix de la viande. Or, ces différents éléments ont été réunis durant la dernière décennie au Nigeria.

➤ *Un contexte économique conjoncturellement favorable, mais fragile*

D'une part, la dévaluation du FCFA en 1994 a été structurante dans la relance de la consommation nigériane en rendant les viandes sahéliennes plus accessibles. Par ailleurs et surtout, la reprise de la croissance à la faveur de la hausse des cours pétroliers, est susceptible d'avoir accru le pouvoir d'achat des consommateurs urbains du Nigeria. En effet, depuis la fin 1999, la reprise des activités pétrolières, du fait d'un quota OPEP généreux (2,28 Mb/j) et de la hausse du cours mondial (DREE 2003), a eu un impact très positif sur la croissance qui est passée de 1% à plus de 4% en 2001. Cette relance a été d'autant favorisée que les changements politiques se sont accompagnés d'un assainissement relatif des politiques publiques. Le redémarrage des importations (7 500 M€ en 1999 à 12 300 M€ en 2001) témoigne de la relance de la consommation industrielle, des biens de consommation courante, et des produits alimentaires en particulier (Banque Mondiale 2000).

Toutefois, cette fragile relance a souffert dès 2002 d'un ralentissement de l'activité pétrolière (réduction du quota OPEP, nouvelle baisse des cours, problèmes techniques d'exploitation). Par ailleurs, la conjoncture de la fin 2002 et du début 2003 a été affectée par les incertitudes politiques qui ont toutefois été levées avec le bon déroulement des élections présidentielles et législatives de mai 2003. En outre, l'avènement de l'Euro en 2002 et l'arrimage du FCFA à cette nouvelle monnaie ont donné le signal d'une dépréciation régulière de la Naira par rapport au FCFA, ce qui a progressivement renchéri le prix du bétail sahélien sur les marchés nigériens. Ce ralentissement économique a sans doute joué sur les

³¹ Une simulation simple consistant à augmenter le niveau de consommation par habitant est édifiante : sur la base de la population nigériane en 2001, à un gramme de viande supplémentaire par personne et par jour (équivalent à une consommation passant de 3,4 à 3,8 kg/an/hab) correspond une modification de l'estimation des abattages de + 486 000 têtes de bovins pour une seule année.

échanges de bétail qui, selon les commerçants rencontrés, ont connu une baisse d'activité à partir de 2002.

➤ *Croissance démographique et urbanisation au Nigeria*

La croissance démographique, avec au moins 3 millions de personnes supplémentaires chaque année, et surtout le fort taux d'urbanisation influent directement sur la dynamique de la demande. Le taux d'urbanisation au Nigeria est passé d'environ 27 % en 1979 à 43 % en 2000, ce qui représente 56 millions de personnes vivant aujourd'hui en zones urbaines³². La proportion des gens vivant en ville pourrait représenter 60 % de la population totale en 2020 (NPC, 1991). Les grandes concentrations de population se retrouvent au Nord (Kano, 3 millions d'habitants), au centre (Abuja, 1 millions d'habitants) et surtout sur la côte atlantique du pays où les plus fortes densités sont enregistrées. Au Sud-Ouest, Lagos et sa grande banlieue représentent environ 15 millions d'habitants³³, suivi par Ibadan avec plus de 3 millions d'habitants. Au Sud-Est, au cœur de l'industrie pétrolière, quatre états enregistrent des densités supérieures à 900 hab/km²³⁴. Port Harcourt, avec 1 million d'habitants, constitue le second port du pays après Lagos.

1.3. Demande segmentée sur les qualités de viande et les races recherchées

Les comportements alimentaires des populations urbaines se traduisent par une augmentation de la consommation de protéines d'origine animale, et notamment de viande.

La demande émanant des populations à faible budget présente une élasticité prix et une élasticité revenu très sensibles. Dès lors, cette clientèle se satisfait de viandes de moindre qualité issues d'animaux de réforme ou en mauvais état sanitaire ou corporel. Les classes intermédiaires, quant à elles, consomment de plus en plus les viandes de bœuf ou de petits ruminants, qui restent plus abordables dans les cantines et les gargottes de rue, que la viande de volaille, produite industriellement ou semi-industriellement, et qui est surtout consommée par les classes plus aisées. Ce type de demande porte sur des viandes ayant une bonne tenue à la cuisson (zébus Kréda, zébus Hambala), plutôt que des viandes grasses (animaux castrés) ou des viandes dites "poisseuses"³⁵. En plus du rendement boucher, le critère de taille de l'animal est dorénavant plus souvent recherché par

³² Part de la population urbaine par rapport à la population totale : 45% pour le Nigeria contre 24% pour le Tchad (Banque Mondiale, 2002)

³³ L'Etat de Lagos dépasse les 900 hab/km².

³⁴ Akwalborn, Abia, Enugu, Irno

³⁵ "watering" meat, telles les viandes de zébus Mbororo certaines races notamment en saison des pluies

les bouchers ou les commerçants. Outre l'apparition d'une clientèle spécifique pour des viandes de meilleure qualité gustative, ceci résulte également du fait que la rotation des carcasses est plus rapide chez les bouchers qui peuvent acheter des animaux plus gros car risquant moins d'invendus.

Le développement récent et soutenu de la sous-filière agro-alimentaire de type industriel de la viande de bœuf, principalement à Lagos, vise le marché de la viande bovine fraîche ou transformée aux exigences de qualités sanitaires irréprochables. On trouve là les sous-filières de la transformation industrielle (conserves, saucisses, plats cuisinés de type snack, ...) et de la restauration rapide³⁶. Les critères de choix pour les animaux recherchés par l'industrie agro-alimentaire relèvent là aussi de la taille et du rendement boucher. Les contrats d'approvisionnement qui sont établis avec les commerçants portent sur des animaux de plus de 350 kg. Particularité du secteur industriel, l'approvisionnement en animaux plus gras est mieux accepté voire recherché dans certains cas à la différence du secteur de l'abattage et la découpe manuelle.

II. DYNAMIQUE DE L'OFFRE EN BÉTAIL

2.1. Hausse de la consommation apparente et rôle des importations

La hausse régulière de la disponibilité apparente³⁷ en viande qui passe de près de 230.000 tonnes en 1990 à plus de 325.000 tonnes en 1999 connaît ensuite une accélération pour atteindre 400.000 tonnes en 2001 (FAO, 2003). Dans le même temps, les importations de bétail sur pied stagneraient autour de 330.000 – 350.000 têtes de bétail par an, soit environ l'équivalent de 28.000 à 31.000 tonnes de viande.

2.1.1. Surestimation de l'offre domestique

D'après les calculs de l'étude, le cheptel nigérian entre 1990 et 2001 a augmenté de 29% tandis que l'offre domestique en viande bovine connaissait une croissance de près de 45%. L'hypothèse de la couverture de cette offre par un accroissement du taux de commercialisation des animaux par les éleveurs nigériens

³⁶ Le développement de la chaîne de restauration rapide la plus importante du pays "Mr Bigg's" est particulièrement illustratif de l'évolution de la demande dans les centres urbains. Possédant 15 restaurants en 1999, elles en possèdent aujourd'hui 55 et les projections pour 2005 sont de l'ordre d'une centaine de restaurants dont la moitié sera localisée dans la ville de Lagos (source : entretien avec le directeur des approvisionnements UAC).

³⁷ La disponibilité apparente en viande bovine correspond à la somme de l'offre domestique et des importations en bétail et en viande déduction faite des exportations, toutes ces grandeurs étant ramenées en équivalent viande.

appelle à une certaine prudence. Les taux de prélèvement en zone soudanienne généralement fournis par la littérature sont en général de l'ordre de 14 à 16%, alors que les estimations de l'étude à partir des données FAO montrent que ce taux de commercialisation devrait être de 18,3% par an en moyenne pour pouvoir équilibrer la demande entre 1990 et 2001. Sans déprécier la part vraisemblablement importante et éventuellement croissante du bétail d'origine nationale sur les marchés nigériens, l'élément complémentaire pour expliquer en totalité la couverture de l'offre serait la part importante et non enregistrée du bétail d'origine importé et présent sur les marchés.

2.1.2. Importance des importations dans la couverture de l'offre

Cette seconde hypothèse s'appuie sur les résultats d'études récentes qui ont montré l'importance des importations de bétail au Nigeria, en particulier du Tchad considéré comme premier pays fournisseur de bétail du Nigeria (Balami DH, 1999). Les travaux menés par le programme PRASAC³⁸ ont permis d'estimer que les exportations du Tchad vers le Nigeria par les seuls axes situés au sud du lac Tchad représentaient au moins 520.000 têtes en 2000 (Duteurtre G., Koussou M.O, 2002). Ces chiffres corroboraient les propres estimations de la BEAC (BEAC, 2001) qui montrent en outre que les exportations tchadiennes sont en croissance marquée et régulière depuis 1994, période à laquelle elles étaient estimées à 235.000 têtes par an. Pour le Niger, les seules données officielles produites par les douanes font état d'exportations vers le Nigeria de l'ordre de 100.000 à 200.000 têtes selon les années, la prise en compte des échanges non enregistrés amenant sans doute à un volume largement supérieur (Badamassi D.; Saley S., 2003).

Ainsi, il est plausible d'estimer les volumes importés de bétail sur pied, en provenance du Tchad et du Niger, dans une fourchette allant de 720.000 à plus d'un million de têtes par an, soit des grandeurs de l'ordre de 20 à 25% de la consommation apparente au Nigeria.

2.2. Hausse des prix sur les marchés

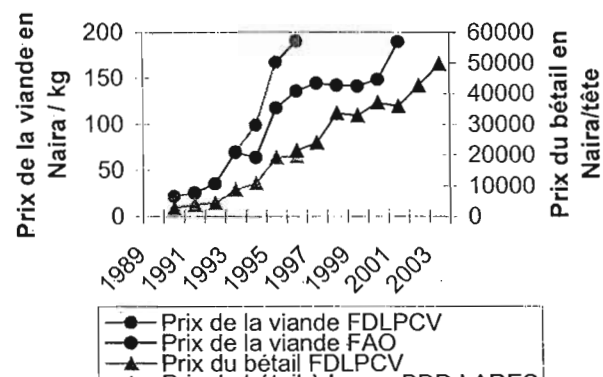
Les différentes sources statistiques convergent vers le constat d'une forte augmentation des prix de la viande et du bétail durant les dix dernières années³⁹, avec deux phases d'accélération, la première à partir de la dévaluation du FCFA, et la seconde à partir de 1999, date qui correspond à la relance de l'activité économique au Nigeria. Selon les données du Programme "Suivi des échanges

³⁸ Pôle Régional de Recherche Appliquée au Développement des Savanes d'Afrique Centrale.

³⁹ Ainsi, entre 1994 et 2003, indépendamment des sources, le prix du bétail a augmenté de près de 360%.

transfrontaliers entre le Nigeria et les pays voisins" entre 1997 et 2002, cette augmentation est de 78% à prix courant, mais n'est toutefois que de 59% à prix constant. Les commerçants nigériens rencontrés lors de l'étude confirment cette tendance lourde de l'augmentation du prix du bétail et estiment que les prix correspondant à un taureau adulte de bonne conformation auraient augmenté, entre 1997 et 2002, de 59 à 150% selon les marchés.

Figure 1 : Evolution des prix du bétail et de la viande au Nigeria



Source : - FDLPC : Federal Department of Livestock and Pest Control Services, 1997⁴⁰
 - FAO : FAOSTAT 2003
 - Base de données LARES / Programme Suivi des échanges transfrontaliers entre le Nigeria et les pays voisins⁴¹

2.3. Augmentation du commerce et de l'abattage de bétail jusqu'en 2002

L'estimation du nombre de camions assurant la liaison entre, d'une part, les marchés de Maiduguri et de Lagos et, d'autre part, entre les marchés de Mubi et de Port Harcourt et les entretiens conduits auprès des commerçants nigériens confirment la croissance des activités de commerce (74%) et d'abattage (55%) du bétail au Nigeria entre 1997 et 2002. A partir de 2002, les commerçants tchadiens et nigériens signalent un ralentissement des activités, ce qui résulte vraisemblablement d'une conjoncture économique morose au Nigeria.

⁴⁰ Les prix du bétail relevés correspondent à des animaux de conformation moyenne à la vente à la boucherie sans indication de lieu.

⁴¹ Les prix relevés correspondent au prix moyen du taurillon âgé de 3 à 5 ans sur le marché de Lagos au stade de la boucherie. Les moyennes annuelles des prix du bétail sont calculées sur la base de suivi de 10 mois pour 1996, 12 mois pour 1997 et pour 1998, 4 mois pour 1999, 5 mois pour 2000, 11 mois pour 2001 et pour 2002 et enfin 9 mois pour 2003.

Les circuits du Sud-Est du Nigeria témoignent d'une croissance d'activité très supérieure à celle des circuits du Sud-Ouest de Nigeria. Cette différenciation est le fruit d'une croissance urbaine importante (5% par an) et d'une croissance économique supérieure à la moyenne nationale des pôles urbains de ces régions (Port-Harcourt, Calabar), notamment du fait de l'activité industrielle pétrolière qui polarise une part importante des flux de bétail venant du sud du Tchad et du Cameroun.

La croissance du commerce du bétail s'accompagne dans les différentes villes de la création de nouveaux grands marchés terminaux équipés d'abattoirs tel que les marchés de Isheri et de Matiu en banlieue de Lagos (Etat de Ogun) ou les marchés de *Sam Adusi International Market* et de Maya à Ibadan. On assiste également à l'émergence plus ou moins officielle d'un nombre important de petits et moyens abattoirs dans certains quartiers urbains ou sur les marchés de produits vivriers⁴².

Tableau n° 1: Comparaison entre 1997 et 2002 de l'estimation journalière de l'offre et de la vente pour l'abattage sur les marchés aux bétail au Nigeria en période de fin d'année

Marchés	En nombre de tête par jour Offre			Vente pour l'abattage		
	1997	2002	Croissance	1997	2002	Croissance
Ibadan	3500	6000	71%	3000	5000	67%
Lagos*	4000	7000	75%	3500	5000	43%
Maiduguri	2000	3000	50%	250	350	40%
Port Harcourt**	1000	2200	120%	800	1900	138%
Mubi	800	1500	88%	40	200	400%
TOTAL	11300	19700	74%	7090	11000	55%

Source : Etude IRAM LARES - Estimation à dire d'acteurs et évaluation du nombre quotidien d'arrivées de camions

* : Marché de Agege

** : Tous marchés confondus

Type d'abattoirs et estimation du nombre d'abattage sur certains marchés du Nigeria en 2002 :

On peut distinguer sommairement les types d'abattoirs suivants (abattage et découpe manuelle sur tous les abattoirs) :

- Les abattoirs des marchés au bétail : ce sont les abattoirs principaux des centres urbains. Ils sont attenants aux marchés terminaux de consommation. Les animaux y sont abattus et découpés sur place pour être vendus par les bouchers ou dans les différents quartiers des villes après que les morceaux aient été achetés et emmenés par les détaillants. Ces abattoirs sont parfois équipés de

⁴² Selon les commerçants interrogés, ce ne sont pas moins de 5 abattoirs supplémentaires qui ont ainsi vu le jour à Port-Harcourt entre 1997 et 2002.

chambres froides, d'aires de déchargement pour les camions, d'enclos de parcage pour les animaux, de stocks pour les fourrages, voire de vastes pâturages autour de la place. Les services vétérinaires y ont leurs bureaux et les agents assurent normalement le contrôle sanitaire des animaux abattus.

- *Les abattoirs situés dans les grands marchés vivriers de détail.* Profitant de la présence d'une clientèle quotidienne, des bouchers sont installés sur la place et font venir du marché principal des animaux sur pied pour les abattre, les découper et les vendre dans la journée sur place ou en morceaux dans d'autres petits marchés à l'activité moins intense. L'activité de boucherie est d'autant plus importante que les marchés sont localisés dans des quartiers aisés (administration, casernes militaires, etc.). Ces petits abattoirs reçoivent normalement l'agrément des services de l'hygiène. Le volume d'animaux abattus peut varier de 10 à 60 têtes par jour environ.

- *Les abattoirs de quartier* sont de petits abattoirs généralement informels. Indépendants de toute autre activité de marché, ils sont installés près d'un point d'eau, équipés sommairement d'un tablier en bois pour assurer la découpe des animaux. Le rythme d'abattage est de 1 à 5 têtes par jour, en fonction de la demande du quartier où ils sont installés.

Tableau n° 2 : Estimation du nombre d'abattages sur certains marchés du Nigeria en 2002

Marchés	Nombre d'abattoirs et abattages quotidiens	Abattage hebdomadaire total	Abattage annuel total
Ibadan	2 abattoirs de marchés au bétail (Bodija : 700 - 800 têtes/jour et Sam Adusi International Market et Maya Market : 300 - 400 têtes /jours) ; 3 abattoirs sur marchés vivriers de détail ; 10 abattoirs de quartiers : 4 - 10 têtes / jours	8 400 têtes / semaine	385 000 - 465 000 têtes / an
Lagos	3 abattoirs de marchés au bétail (Agege : 700 à 5 000 têtes/jour, Isheri et Matiu : 300 - 400 têtes /jours) ; 4 abattoirs sur marchés vivriers de détail : 40 - 60 têtes / jours ; 20 à 30 abattoirs de quartier : 1 - 10 têtes/jour	12 500 têtes / semaine	568 000 - 818 000 têtes / an
Port Harcourt	2 abattoirs de marché au bétail : 300 têtes / jour 9 abattoirs sur marchés vivriers de détail : 40 - 50 têtes / jour ; 4 abattoirs quartier : 5 têtes / jour	6 000 à 7 000 têtes / semaine	273 000 - 318 000 têtes / an
Maïduguri	1 abattoir de marché au bétail : 40 - 50 têtes / jour 2 abattoirs sur marchés vivriers de distribution et 20 abattoirs quartier : 2 - 10 têtes / jour	600 à 700 têtes / semaine	27 000 - 32 000 têtes / an
Mubi	1 abattoir de marché au bétail : 15 - 20 têtes / jour 1 abattoir sur marché vivrier de détail, 33 abattoirs quartier : 1 - 4 têtes / jour	400 à 600 têtes / semaine	18 000 - 28 000 têtes / an

Source : Etude IRAM LARES - Visite des marchés et estimations à dire d'acteurs.

2.4. Structure des approvisionnements et des ventes sur les marchés du bétail : le poids du Tchad

Malgré l'augmentation des volumes de bétail échangés et abattus ces dernières années, les commerçants en activité sur les marchés estiment que la structure des approvisionnements des animaux n'aurait par contre pas été fondamentalement modifiée. Globalement, le Tchad resterait le fournisseur principal de bétail, et dans les mêmes proportions que par le passé, pour l'ensemble des marchés enquêtés. Viennent ensuite le Niger et le Cameroun et en dernier lieu

les Nord et Nord-Est du Nigeria. Toutefois, bien que la part du Cameroun sur les marchés du Sud-Est du Nigeria apparaisse conséquente (Mubi, Port-Harcourt), il semblerait que celle-ci soit en régression ces dernières années, en conséquence de la diminution dans l'extrême-nord des effectifs des troupeaux qui seraient passés de 1,1 millions à la fin des années 1990 à 800.000 têtes en 2002 suite aux périodes de sécheresse, et de la gestion de plus en plus problématique des espaces pastoraux⁴³. Les approvisionnements en provenance du Niger concernent les villes du Nord et du Centre du pays (Kano et Abuja) et les marchés du Sud-Ouest (Ibadan et Lagos). Les animaux du Mali sont présents à part égale avec les animaux du Cameroun sur les marchés de Lagos (Tableau).

Les animaux négociés sur les marchés du Sud du Nigeria seraient destinés à hauteur de 60% à l'abattage. Le reste concernerait essentiellement le stockage et le transfert des animaux d'un marché à l'autre pour la régulation de l'offre, à la fois au sein des villes mais surtout entre les villes de Ibadan, Lagos et Port Harcourt, ainsi que les autres villes du Sud-Est du Nigeria. L'émergence d'une demande spécifique émanant du secteur agro-industriel est estimée à environ 40.000 têtes par an à Lagos⁴⁴, soit environ 4.000 à 6.000 tonnes de viande. Elle resterait encore d'un impact mineur sur l'organisation des ventes des animaux sur les marchés terminaux, mais mérite de plus amples investigations au plan national.

⁴³ Accroissement des populations et des surfaces cultivées, prise en compte accrue des espaces protégés tels que les parcs et les réserves, insuffisance des infrastructures hydrauliques.

⁴⁴ Six commerçants de Ibadan et de Lagos, rencontrés au cours de l'étude, ont indiqué avoir des contrats d'achat pour la fourniture de 30 à 60 têtes par semaine avec des agro-industriels.

Tableau n° 3: Origine et destination des animaux échangés sur les principaux marchés relais et terminaux au Nigeria

Bétail	Marchés relais frontaliers		Marchés terminaux de consommation		
	Maiduguri	Mubi	Ibadan	Lagos	Port-Harcourt
Origine	Tchad 54%	Cameroun 30%	Tchad 50%	Tchad 30%	Cameroun 30%
	Cameroun 10%	Tchad 35%	Niger 20%	Cameroun 10%	Chad 30%
Destination	Nigeria 21%	Soudan 2,5%	Nigeria 30%	Niger 20%	Sudan 2,5%
	Niger 15%	RCA 2,5%		Mali 10%	RCA 2,5%
		Nigeria 20%	Nigeria 30%	Nigeria 35%	
	- Lagos, Ibadan, Mubi, Banki, Port-Harcourt	-Port, Harcourt, Enugu, Okigwe etc.	-Abattoirs (Bodija, SIAM, Maya) - autres marchés (Lagos, Port-Harcourt)	-Abattoirs (Agege, Isheri, Matiu) - autres marchés (Ibadan, Port-Harcourt)	-Abattoirs -Industries (Ibadan, Lagos)
	- Abattoirs - Elevage - Industries	- Elevage	- Industries alimentaires (Zart, Mr Bigg's, UAC)	- Industries alimentaires (Zart, Mr Bigg's, UAC)	

Source : D'après estimation étude

Tableau n° 4 : Estimation du nombre d'animaux originaires du Tchad abattus annuellement sur les marchés de Ibadan, Lagos et Port Harcourt

Abattoirs	Nombre animaux abattus /an ⁽¹⁾		Part animaux Tchad ⁽¹⁾	NOMBRE ANIMAUX ABATTUS ORIGINAIRES DU TCHAD	
	Hypothèse basse	Hypothèse haute		Hypothèse basse	Hypothèse haute
Ibadan	385 000	465 000	50%	192 500	232 500
Lagos	568 000	818 000	30%	284 000	409 000
Port-Harcourt	273 000	318 000	30%	136 500	159 000
Total	1 226 000	1 601 000		613 000	800 500

Source : D'après estimation étude

PARTIE II : DYNAMIQUE DE L'OFFRE AU TCHAD

I. CIRCUITS, MARCHES ET ACTEURS : BREF APERÇU SUR L'ORGANISATION DES CIRCUITS D'APPROVISIONNEMENTS EN BÉTAIL ENTRE TCHAD ET NIGERIA

L'organisation de l'approvisionnement en bétail du Nigeria par le Tchad repose sur l'existence de différents itinéraires reliant zones de collecte et bassins de consommation, les animaux transitant par une succession de marchés ayant chacun

une fonction spécifique (collecte, regroupement, relais, terminaux). Cette organisation mobilise une multitude d'acteurs aux fonctions particulières (collecteurs, intermédiaires, grands commerçants et commerçants patentés,...)

Différents travaux (Balami, DH 1999, Duteurtre G. et Koussou MO. 2002) ont permis de caractériser les principaux axes d'approvisionnement et de quantifier les exportations tchadiennes de bétail vers le Nigeria et le Cameroun. Le circuit de Nguéli (environ 250.000 têtes), aux portes de N'djamena rejoint Maiduguri au Nigeria. Il est actif toute l'année. Il draine les troupeaux d'exportation en provenance des marchés situés au Centre et Nord du Tchad. Le circuit du Centre (environ 145.000 têtes) passe par Bongor pour rejoindre le marché de Banki au Nigeria en passant par le marché de relais de Bogo au Cameroun. Cette sortie draine les animaux du Centre et du Sud du Tchad. Le circuit de la région de Pala (environ 125.000 têtes) débouche au Nigeria sur le marché de Mubi, après avoir traversé le Cameroun. Il est alimenté par les flux du Sud-Est du Tchad et les troupeaux remontant de la RCA.

Les types d'acteurs sur les marchés de bétail

Les agents collecteurs parcourent les différents marchés à bétail dans les zones d'élevage pour acheter les animaux aux éleveurs auprès de qui les transactions se font au comptant. Sur les marchés, ces transactions se font sous la supervision des garants qui représentent les chefs traditionnels des différents groupes d'éleveurs nomades ou de régions de collecte et travaillent en collaboration avec les autorités du marché. Les dilali facilitent les transactions entre vendeurs et acheteurs en cherchant l'établissement d'un prix acceptable entre deux acteurs. Les grands commerçants disposent d'importants moyens financiers et d'un réseau commercial sur l'ensemble des grands marchés au bétail de la région (Tchad, Niger, Nigeria, Cameroun). Ces réseaux de représentants, constitués de représentants, de collecteurs, de petits et moyens commerçants reposent essentiellement sur les liens ethniques, religieux et familiaux souvent établis depuis plusieurs générations. Les commerçants patentés sont des commerçants possédant les autorisations légales d'exercice du commerce d'importation ou d'exportation de bétail. Dans beaucoup de cas, on assiste à la pratique de "prête-nom" entre les commerçants patentés et non patentés tchadiens, camerounais et nigériens pour les formalités d'exportation. Dans ce cas, des transitaires facilitent les formalités d'exportation aux commerçants exportateurs. Les bergers travaillent pour le compte des commerçants sous la supervision des commerçants collecteurs. Ils ont pour rôle le convoyage d'animaux achetés et destinés à l'exportation depuis les bassins de production jusqu'aux marchés de regroupement et de relais à la frontière, puis jusqu'aux marchés terminaux de consommation.

Les marchés relais principaux de Maiduguri, Banki et Mubi sont spécialisés en fonction des destinations finales des animaux. Ainsi, le Sud-Ouest du Nigeria (Lagos et Ibadan)⁴⁵ est approvisionné par le marché de Maiduguri et le marché de Banki, tandis que le Sud-Est du Nigeria (Calabar, Jos, Port-Harcourt)⁴⁶ est approvisionné par le marché de Mubi, et dans une moindre mesure par Banki.

⁴⁵ Lagos et Ibadan / Etats de Lagos, Ogun, Osun, Ondo

⁴⁶ Calabar, Jos, Port-Harcourt / Etats de River, Enugu, Akwalbom, Abia

Un dernier circuit mal connu traverse la région du lac Tchad. Particulièrement actif en saison sèche et approvisionnant en partie le marché de Maïduguri au Nigeria, l'essentiel des animaux transiterait par le Niger dans la région de Diffa, pour s'agréger aux flux alimentant les marchés de Kano au Nigeria et qui approvisionnent notamment la capitale fédérale, Abuja.

Tableau n° 5 : typologie des marchés de bétail

Type de marché	Positionnement géographique et fonctions
Marchés de collecte	Zones d'élevage ou de transhumance au Tchad. Fonction de collecte des animaux. Lieu de transaction des animaux par petites quantités entre les éleveurs et les collecteurs. Bouso, Massenya, Danamadji, Goré, Goundi, Pén, Sido, Sarh
Marchés de regroupement	Intérieur du Tchad et frontière ouest. Rassemblement des groupes d'animaux collectés et constitution de troupeaux. Les collecteurs amènent les troupeaux aux représentants des grands commerçants qui procèdent aux allotements par âge, état corporel, sexe des animaux. Recherche de la taille critique des troupeaux pour pouvoir être acheminés sur de longues distances (50 têtes par troupeau pour 2 bergers). <u>Intérieur du pays</u> : Roro, Am Timan. <u>Frontière</u> : Massakory, Dourbali, Massaguct, Pont Karol, Pala
Marchés relais frontaliers et marchés satellite	Nord Cameroun et Nigeria. Ces marchés permettent le rassemblement des différents flux en provenance du Tchad et du Cameroun et les animaux collectés dans les états nigériens de Borno et de Adamawa. Transaction entre les commerçants tchadiens et nigériens avec l'aide des intermédiaires facilitant les démarches d'exportation. Nouvelle étape d'allotement. Ces différents marchés distants de quelques centaines de km sont organisés en réseau (existence d'échanges de régulation de l'offre). Les marchés camerounais permettent aux commerçants dont les troupeaux cheminent d'est en ouest vers le Nigeria de compléter leurs effectifs de bête et/ou de vendre des animaux si les prix sont intéressants. <u>Cameroun</u> : Adoumri, Bogo, Maroua, Gobo, Doumrou. <u>Nigeria</u> : Maïduguri, Mubi, Banki, + marchés satellites: Gamborou-Ngala, Gwoza, Pulka, Madagali, Damboa.
Marchés terminaux de consommation et abattoirs	Nigeria. Dans les zones urbaines du sud-est et sud-ouest du pays, ces marchés réceptionnent les camions provenant des marchés de distribution du Nord-est et assure la fonction de vente des animaux aux bouchers. Les marchés du sud (Ibadan, Lagos et Port Harcourt) sont en réseau pour réguler l'offre par rapport à la demande grâce à l'utilisation de zones de pâturage permettant le stockage temporaire des animaux. Ces marchés comprennent également les abattoirs principaux des centres urbains, avec des infrastructures conséquentes (eau courante, plate forme de débarquement, box pour garder les animaux, aire d'abattage,...). Maïduguri, Lagos, Port Harcourt, Ibadan, Calabar, Enugu. (Kano et Abuja pour les circuits d'approvisionnement du Nord)

Source : D'après étude IRAM LARES

II. DEVELOPPEMENT DE LA COLLECTE ET HAUSSE DES PRIX DU BETAIL AU TCHAD

L'imprécision des données sur la commercialisation du bétail au Tchad⁴⁷ impose une analyse prudente. Toutefois, on note les tendances suivantes:

L'activité de commerce intérieur de bétail, révélatrice de l'activité d'exportation dans le sens où l'on considère que la majorité des animaux négociés dans le pays est destinée à l'exportation, témoigne d'une augmentation de 22% entre 1997 et 1999. Ce niveau d'activité se serait maintenu en 2000 avant de diminuer quelque peu en 2001.

Une croissance plus marquée de l'activité de commerce de bétail au Sud du Tchad (zones de savanes) que celle observée au Centre et Nord (zones sahéliennes) : les pourcentages d'évolution pour la circulation intérieure et les exportations vers le Nigeria sont respectivement de +145% et de +80% entre 1997 et 2001, alors qu'ils stagnent ou déclinent pour les zones sahéliennes.

Conséquence logique du point précédent, la part relative des marchés des savanes augmente par rapport à la totalité des marchés tchadiens : inférieure à 10% en 1997, elle est supérieure à 20% en 2001, tant pour la circulation intérieure que pour l'exportation.

La croissance de l'activité de commerce de bétail est confirmée par les commerçants. En outre, l'émergence ou le développement de certains marchés sur les axes d'exportation au Sud du Tchad ont été constatés au cours de l'étude (Sido, Peni, Moundou). Au Nigeria, des marchés de collecte, tels que Kagama, Jibia, Mai Adua, Kongolaur sur le circuit nord, connaissent une croissance de leur activité liée aux approvisionnements des villages voisins et vraisemblablement des circuits provenant du Niger (région de Diffa au Niger).

Le prix du bétail au Tchad augmente régulièrement depuis le début des années 90, avec là aussi deux paliers d'accélération, d'abord en 1995 celui lié à la dévaluation du FCFA qui a rendu le bétail plus compétitif au Nigeria, et ensuite à partir de 1998-1999⁴⁸. Cette hausse des prix concerne toutes les catégories d'animaux (taureaux, bœuf..) et se répercute sur les différents types de marché (collecte, regroupement et consommation).

⁴⁷ Les chiffres déclarés d'exportation sont très aléatoires du fait des stratégies de contournement des commerçants du paiement des taxes officielles aux frontières.

⁴⁸ Entre 1999 et 2001, l'augmentation serait de l'ordre de 60 à 100%, d'après les données de la direction de la statistique et du suivi-évaluation, Ministère de l'élevage.

Tableau n° 6 : Évolution du commerce intérieur et d'exportation des bovins au Tchad entre 1997 et 2001

Déclaration de destination	Zones agro-écologiques	1997	1998	1999	2000	2001
Circulation intérieure	sahélienne	195 395	168 908	235 821	217 646	182 789
	savanes	21 136 (9,8%)	25 224 (13%)	27 818 (10,5%)	36 552 (14,4%)	51 594 (22%)
	Total	216 531	194 136	263 639	254 198	234 383
Exportation vers le Nigeria	sahélienne	111 975	Dm	60 060	66 930	66 006
	savanes	10 212 (8,3%)	Dm	21 790 (26,6%)	27 646 (29%)	18 510 (22%)
	Total	122 187	68 111	81 850	94 576	84 516

Source : D'après les données de la direction de la statistique et du suivi-évaluation, Ministère de l'élevage.

III. DEBATS SUR LES SOURCES DE L'OFFRE

3.1. Cheptel national et taux d'exploitation, incertitudes sur les statistiques

Le potentiel d'offre du cheptel tchadien est souvent perçu comme inépuisable. La croissance des exportations vers le Nigeria soulève quelques interrogations qui nécessitent, à défaut de réponses définitives, des investigations futures.

D'une part, les données disponibles sur le cheptel bovin au Tchad (6 millions de têtes pour l'année 2001) reposent sur des estimations effectuées sur la base de projections à partir du dernier recensement réalisé au Tchad en 1976 (Direction de l'élevage, 1976). Or, certains observateurs admettent que ces chiffres seraient en deçà de la réalité, les effectifs réels pouvant se situer en fait entre 8,5 et 11 millions. Le taux moyen d'exploitation généralement retenu est de 12% (Sarniguet J. *et al*, 1967). Sur cette base et pour 6 millions de têtes, le nombre de bovins vendus ou autoconsommés par les éleveurs en 2001 serait voisin de 719.000 têtes. En prenant 11 millions comme effectif national, ce serait 1,32 millions de têtes qui seraient exploités en une seule année. A elle seule, l'amplitude de cette fourchette fournirait une hypothèse d'explication importante sur la capacité du Tchad à mettre des animaux sur le marché d'exportation en réponse à l'évolution de la demande en bétail des pays voisins.

D'autre part, la croissance de la commercialisation du bétail tchadien peut ainsi également s'expliquer par une hausse d'un taux de prélèvement sur les

troupeaux (12%) qui n'a fait l'objet d'aucune révision depuis près de 40 ans. Cette hypothèse s'appuie sur la monétarisation croissante de certains systèmes d'élevage (céréales, achat de produits vétérinaires, aliments du bétail, biens de consommation) qui impose aux familles d'éleveurs de vendre un nombre plus important d'animaux. Par ailleurs, la croissance de la productivité des troupeaux, grâce à l'amélioration des soins et de l'alimentation, permet théoriquement aux éleveurs de dégager des surplus de bétail commercialisable sans remettre en cause le capital productif du troupeau.

Toutefois, cette hypothèse ne peut s'appliquer uniformément à l'ensemble des systèmes d'élevages, chacun ayant leur productivité propre. D'autant plus que des phénomènes de concentration de la propriété des troupeaux sont vraisemblablement en cours résultant des processus de paupérisation de certains éleveurs et de l'attrait nouveau du commerce du bétail (voir paragraphe 0, partie II).

3.2. Développement des systèmes d'élevage bovin dans le Sud du Tchad

Initialement impulsée par les grandes sécheresses de 1974 et de 1985, une dynamique de développement de l'élevage bovin, rendue possible par les disponibilités des ressources fourragères et hydraulique particulièrement importantes, s'est mise en place au cours des vingt dernières années dans le Sud du Tchad. "Le cheptel bovin tchadien qui était au début des années 1970 quasiment concentré dans la zone sahélienne se retrouve à plus de 50% en saison sèche dans la frange méridionale" (Haessler C. *et al*, 2002). Ce processus d'implantation vers la zone soudanienne a essentiellement concerné le Sud-Est du pays. Alors que jusque dans les années 1960, les préfectures du Sud Ouest (Mayo Kebbi) détenait près de 60% des effectifs des bovins de la zone soudanienne, les préfectures du Sud-Est du pays (Moyen Chari et Salamat) représentent aujourd'hui 75% du cheptel bovin soudanien (Kadekoy D *et al*, 2002).

Ce développement de l'élevage bovin dans le Sud du pays revêt de multiples aspects. Ainsi, les itinéraires de transhumance s'allongent progressivement au Sud du pays et jusqu'en RCA. Les élevages transhumants se stabilisent de façon périodique ou permanente durant la saison sèche non loin des infrastructures routières et près des zones de marchés, pour s'informer quant aux prix ou à l'existence et la localisation des pâturages, et aussi s'approvisionner. Certains groupes d'éleveurs, tels les éleveurs Dakhara dans le Sud-Ouest du Tchad, sont en voie de sédentarisation progressive avec mise en place de systèmes intégrés agriculture-élevage ayant recours notamment aux sous-produits agro-industriels.

Outre la généralisation des conflits entre agriculteurs, agro-éleveurs et éleveurs dans le Sud du pays, une conséquence économique majeure est la montée en puissance du Sud du pays en terme d'offre de bétail durant toute l'année et en particulier durant la saison sèche.

3.3. Insécurité des flux entre la RCA et le Tchad et réorganisation vers le Nigeria

L'instabilité politique en RCA a généré une situation d'insécurité chronique caractérisée par la montée en puissance de nombreuses bandes armées attaquant les commerçants et les éleveurs en activité entre Bangui et la frontière tchadienne. Cette situation a des effets apparemment contradictoires du point de vue de l'approvisionnement des marchés du Nigeria.

D'une part, les circuits partant du Tchad et trouvant traditionnellement leurs débouchés vers les pays de la CEMAC se sont réorientés vers le Nigeria. Encore en 1993, la part du Tchad dans les importations centrafricaines était officiellement de l'ordre de 43%. Elle ne serait plus que de 14% en 2000 (Kadekoy D., 2001), voire insignifiante selon les commerçants rencontrés au cours de l'étude. Les flux partant du Tchad se sont alors réorientés vers les centres urbains du Nigeria car selon un commerçant de Sido, *"les prix à Bangui sont moitié plus faibles que les prix au Nigeria, même s'il est plus difficile d'envoyer des animaux dans ce pays"*.

D'autre part, les changements d'itinéraires des troupeaux transhumants en saison des pluies du Nord de la RCA vers le Tchad ne permettent plus d'approvisionner les marchés du Sud-Ouest du Tchad.

3.4. Des changements de stratégies d'élevage orientées par le marché du bétail ?

3.4.1. Tous les éleveurs ne peuvent tirer profit de la dynamique de marché

Dans quelles mesures l'augmentation de prix du bétail se traduit par une augmentation des prix à l'éleveur ? La question relève moins d'une faible maîtrise de l'information sur les prix par l'éleveur que d'une difficulté en terme de système d'élevage à répondre à la demande. Les éleveurs en systèmes d'élevage extensifs déterminent leurs stratégies de vente d'animaux d'après leurs besoins alimentaires en premier lieu, et non pas en fonction de l'évolution du marché. Les éleveurs vendent plutôt les animaux jeunes ou en mauvaise condition qui ne font jamais l'objet d'un prix élevé. S'ils doivent se séparer des bons animaux, ils chercheront avant tout à les céder au sein de leur groupe social ou familial proche contre des animaux en mauvais état qui eux seront vendus.

En l'absence de spécialisation dans le domaine de la production, seules les situations de forte concurrence entre commerçants (par leurs présences sur les marchés de collecte ou la visite de leurs agents dans les campements même) permettraient éventuellement aux éleveurs d'obtenir de meilleurs prix.

Par ailleurs, certains processus d'appauvrissement des éleveurs, liés à leur dépendance par rapport à un marché céréalière fluctuant les obligeant de vendre des animaux à des périodes défavorables (Marty A, 2001), ont vraisemblablement entraîné des modifications des modes d'appropriation du bétail – phénomène observé par ailleurs, de la Mauritanie au Niger avec notamment l'apparition d'éleveurs "modernes" spécialisés dans la production d'animaux pour le marché de boucherie (commerçants, fonctionnaires, militaires, douaniers). Ce type d'éleveurs - commerçants feraient les gains de valeur ajoutée en remettant en état des animaux faibles ou en élevant des jeunes bovins, acquis à bas prix dans un « pas de temps » qui ne correspond pas aux besoins immédiats des marchés.

Ces processus, qu'il convient d'étudier précisément pour le Tchad, se sont vraisemblablement accentués sous l'effet de la pression de la demande nigériane, en prenant donc la forme d'une certaine concentration de l'offre tchadienne dans un secteur devenu plus lucratif. A ce titre, l'émergence ou le renforcement chez les commerçants de pratiques spécialisées d'achat et d'engraissement des animaux depuis quelques années retient l'attention.

3.4.2. La spécialisation des commerçants

Généralement, les critères de choix recherchés pour le bétail par les commerçants sont la bonne conformation de l'animal, son état de santé et son prix. Selon les marchés de destination, deux types d'animaux sont souvent achetés par les exportateurs tchadiens lors des opérations de collecte :

Les animaux adultes : s'ils sont bien conformés, ils sont exportés immédiatement vers les centres urbains du Nigeria ou revendus aux commerçants camerounais et nigériens venus sur les différents marchés du pays pour collecter le bétail. S'ils nécessitent une remise en état, ils sont engraisés le temps nécessaire avant d'être exportés.

Les jeunes animaux achetés à bas prix sont élevés au pâturage et ensuite engraisés avec du foin, du tourteau de coton et du son de mil. Selon le niveau des prix pratiqués sur les marchés de la place et l'état de l'animal, une partie de ces animaux est soit revendue localement après un bref délai d'engraissement, soit exportée au Nigeria au terme de la période normale d'engraissement.

Cette technique d'allotement constitue une pratique fondamentale pour les commerçants de bétail reposant à la fois sur l'achat à bas prix d'animaux aux éleveurs en période de crise climatique notamment, et sur la spéculation sur les cours de la viande sur les marchés terminaux.

Beaucoup d'opérations d'engraissement existeraient au Cameroun et au Nigeria depuis 20 ans. Or, cette pratique aurait tendance à se renforcer, en

particulier les intermédiaires et les gros commerçants la développeraient depuis environ 7 ans sur l'axe d'exportation du Sud-Tchad vers le Nigeria (axe Moundou – Kélo – Pala).

Il existe ainsi des régions d'embouche à l'extrême-nord du Cameroun, au Nigeria sur les marchés relais en zones frontalières, ainsi qu'au Tchad sur les différents circuits de sorties vers le Cameroun. Ces pratiques peuvent correspondre à une simple complémentation alimentaire destinée à préparer les animaux qui rejoindront les marchés du Cameroun puis de Maïduguri et enfin ceux du sud du Nigeria, mais aussi à une finition des animaux ciblée sur certaines périodes de l'année (saison des pluies) ou pour certains marchés (animaux bien conformés), et ceci quelles que soient les zones où les bovins sont élevés.

Supplémentation des animaux sur l'axe moundou-Kélo-Pala

En saison sèche, les commerçants amènent les animaux du Nord. Ils stationnent deux à trois mois autour de Moundou, Kélo ou Pala afin de profiter des résidus de récolte dans les champs et ils complètent l'alimentation des animaux avec des grains ou des tourteaux de coton achetés sur place dans les huileries de Moundou. Aux dires d'acteurs, ce serait environ 3 sacs de 70 kg qui seraient distribués par animal pour une période de 2 à 3 mois d'entretien, soit 2 à 3,5 kg par animal et par jour.

Les intermédiaires (dilali) seraient la clé de l'organisation de ce système, se chargeant d'assurer la fourniture des concentrés, de réaliser les papiers pour les exportations et d'assurer la mise en relation entre vendeurs et acheteurs. Ces intermédiaires fournissent également les produits vétérinaires. A Kélo, ils seraient au nombre de 4 à 5 personnes possédant chacune des entrepôts d'une capacité de 5.000 sacs, ce qui pourrait représenter une capacité de 7.000 à 12.000 têtes. Cette "embouche" se fait en deux cycles entre janvier et mai, les animaux sont ensuite acheminés jusqu'à Mubi au Nigeria via le Cameroun où ils sont chargés dans les camions en partance soit pour le Sud-Est du Nigeria (Port Harcourt, Calabar, Jos) soit vers le Sud-Ouest (Lagos, Ibadan).

Doit-on conclure à une spécialisation géographique et d'acteurs reposant, d'une part, sur l'entretien du troupeau reproductif et le naissage pratiqués par les éleveurs dans les zones d'élevage du Tchad et, d'autre part, sur l'embouche pratiquée par les commerçants ou des éleveurs spécialisés vers la commercialisation au Cameroun, au Nigeria et au Sud Ouest et nord frontalier du Tchad ?

Pour répondre, il est avant tout nécessaire de mettre en place un suivi précis afin de mieux comprendre les pratiques commerciales et de conduites des animaux mises en œuvre par les différents types d'éleveurs et de commerçants dans les différentes régions au Tchad et au Nigeria. Ce suivi permettra également de mieux comprendre les fonctions de régulation de ces différentes zones de stationnement du bétail par rapport aux évolutions de la demande du marché nigérian.

PARTIE III : STRATEGIES ET COORDINATION DES ACTEURS DE LA COMMERCIALISATION

I. DES CHANGEMENTS DANS L'ORGANISATION DES ACTEURS

La dynamisation du commerce du bétail dans la région (Nigeria, Tchad, Cameroun et Niger) entraîne (i) le renforcement de l'intégration des réseaux commerciaux régionaux, (ii) l'augmentation du nombre de commerçants et (iii) l'accroissement de l'intensité de collecte.

Jusqu'au milieu des années 1990, les marchés d'Ibadan et de Lagos étaient contrôlés en quasi totalité par les commerçants nigériens, tandis que les commerçants tchadiens étaient surtout actifs dans les marchés de la région de Maïduguri. Cet équilibre s'est aujourd'hui modifié au profit d'une plus grande présence des commerçants tchadiens - et dans une très moindre mesure nigériens, camerounais, burkinabés, et même maliens - sur les marchés terminaux de consommation de Lagos et d'Ibadan. En outre, la présence de commerçants nigériens et camerounais est dorénavant signalée ces dernières années en amont des circuits de commercialisation, sur les marchés de regroupement au Tchad, ceux-ci ayant recours aux services des collecteurs tchadiens.

Le nombre de commerçants du bétail aurait vraisemblablement doublé entre 1996 et 2001, ceci résultant à la fois du renforcement des acteurs appartenant aux réseaux commerçants déjà en place et qui dominent le marché tels que les commerçants Hausa, Peuhls et Shuwa et également de l'arrivée de nouveaux acteurs tels que les commerçants Goran du Tchad, Igbo du Nigeria, les agro-industriels du Nigeria, fonctionnaires, investissant dans le commerce du bétail.

L'accroissement de l'intensité de la collecte, signalé sur les marchés visités au Tchad comme au Nigeria, se traduit par une augmentation croissante du nombre de collecteurs, d'intermédiaires, de représentants. Au Tchad même, les conditions de collecte sont parfois exacerbées, en témoigne l'intensification de la présence des acheteurs sur le terrain et les prospections plus systématiques sur les marchés de collecte habituels.

II. L'ENTREE DE NOUVEAUX ACTEURS DANS LE COMMERCE DU BETAIL

L'entrée dans le commerce du bétail s'avère un choix risqué pour les nouveaux acteurs ayant peu d'expérience en la matière ou ne bénéficiant pas d'appui au sein des réseaux commerçants. D'abord, la part prépondérante des risques (coûts des taxes aléatoires, absence de crédit, volatilité des prix, insécurité et vols d'animaux) affecte négativement la probabilité de rentabilité des opérations

commerciales. D'autre part, le verrouillage des réseaux sociaux et les pratiques de dumping organisés par les commerçants dominants, parfois en connivence avec les représentants des autorités sur les marchés, permet d'éviter l'irruption de nouveaux acteurs importants ou l'introduction de nouvelles pratiques commerciales, sources de perturbation dans le fonctionnement des marchés.

Dans ces conditions, l'arrivée récente de nouveaux acteurs dans les circuits mérite d'autant plus d'être relevée. De fait, on peut distinguer :

les acteurs nouvellement entrés dans l'activité de négoce du bétail qui s'appuient alors sur des contrats pour pallier leur méconnaissance du marché : les industriels de l'agroalimentaire contractualisent leurs relations avec les commerçants qu'ils chargent de trouver les animaux. Ces *Local purchase Order* spécifient les caractéristiques des animaux recherchés (poids vif supérieur à 350 kg), le prix qui sera payé, la date de livraison et les clauses de garanties sanitaires ;

les acteurs extérieurs à l'activité de commerce, mais suffisamment proches pour en connaître les ficelles, et qui entrent dans le commerce comme commerçants en recourant au service des membres de réseaux familiaux et ethniques. On peut citer les femmes Ibos et Urhobos du Nigeria qui réinvestissent des ressources issues d'une autre activité telle que la restauration ou l'hôtellerie. Ou encore certaines femmes de N'Djamena commerçantes traditionnelles de l'or et de l'orfèvrerie ;

les acteurs déjà présents dans l'activité autour d'une fonction technique et qui développent des stratégies d'intégration verticale en absorbant tout ou partie, des fonctions en amont de la filière : les bouchers Ibos du sud est du Nigeria, forts de leur pouvoir social (religieux, relation avec les notables et les dignitaires), éventuellement financier, s'investissent en amont de la filière (marchés frontaliers, marché tchadiens) en évinçant progressivement les commerçants haussa des villes du sud est du Nigeria à la faveur d'événements politiques (les "*ethnic clashes*")⁴⁹.

III. EVOLUTIONS DES MODES DE COORDINATION ENTRE LES ACTEURS

3.1. Les enjeux de l'information

Dans le commerce du bétail plus qu'ailleurs, l'ajustement de l'offre et la demande ne peut se faire de façon instantanée compte tenu de l'étirement des circuits d'approvisionnement, de la complexité des opérations techniques (élevage, collecte, engraissement, transfert, stockage), de la variabilité de la demande et des prix d'une place à l'autre. Chacun à la tête de leur réseau régional construit sur les liens de parenté et couvrant les marchés du Tchad, du Cameroun et du Nigeria (Banki, Mubi, Maiduguri, Lagos, Ibadan, Port Harcourt, etc), les grands commerçants exportateurs et leurs différents agents sont les détenteurs de l'information la plus fiable et la plus complète sur le commerce du bétail. Cette connaissance porte à la fois sur l'ampleur et les caractéristiques de la demande dans les différents marchés, mais aussi sur la connaissance des stocks d'animaux disponibles dans les différents aires de stationnement tout au long des circuits d'approvisionnement.

Dans des pays où le téléphone fixe fonctionne de façon très aléatoire, notamment au Nigeria, l'avènement de la téléphonie mobile qui permet dorénavant de connaître instantanément les caractéristiques de la demande sur les marchés du Nigeria et de mieux organiser les approvisionnements pour y répondre, confère un avantage supplémentaire aux réseaux commerçants déjà bien implantés au détriment des éleveurs, des petits commerçants ruraux et des commerçants néophytes. Ces derniers, dans l'incapacité de maîtriser cette information en totalité, doivent se fier à des indicateurs instantanés d'activités, tels que l'intensité de la rotation des camions entre le Nord et le Sud du Nigeria, le rythme des opérations de collecte et d'exportation, ou encore les informations ramenées par ceux qui ont effectué le voyage jusque dans les marchés du Sud (petits commerçants, chauffeurs, bergers, ...).

3.2. La fonction des intermédiaires menacée par les nouveaux commerçants

Les dilalis et garants habituels sont menacés par l'augmentation du nombre d'intermédiaires inexpérimentés sur les marchés et l'arrivée croissante des nouveaux commerçants qui proposent des paiements au comptant à un prix légèrement supérieur à celui du jour tout en se passant de leurs services. Ce phénomène peut poser problème dans la régulation du marché et la coordination entre les acteurs.

⁴⁹ Les commerçants du bétail du Nord redoutent maintenant de convoier leurs troupeaux au Sud par crainte d'être attaqués ou tués à l'occasion de crises pouvant survenir tant au Nord qu'au Sud du pays. A titre d'exemple, les crises religieuses survenues dans le Nord en 2001, ont eu pour conséquence l'assassinat des arabes Shuwa vivant dans le sud.

3.3. Le financement en crise ?

Face à la complexité croissante du fonctionnement des marchés et la volatilité des prix, l'irruption dans le commerce du bétail de nouveaux acteurs - au savoir faire parfois limité - et le développement de pratiques commerciales opportunistes génèrent d'importants cas de non remboursements, d'accumulation des dettes et de faillites de commerçants.

Le système de transaction à crédit, en vigueur au sein des réseaux du commerce du bétail et reposant sur la confiance acquise entre les acteurs et la régulation des lois coraniques, pourrait être de ce fait menacé. La pratique du paiement au comptant prend de l'importance, au risque d'une dilution de la solidarité des réseaux. Par ailleurs, selon le président d'une association de commerçants de Lagos, le système de crédit a enregistré en 2002 une dette cumulée de 2 milliards de naira sur les marchés de Lagos, soit environ 10,1 milliards de FCFA. Cette valeur correspondrait à environ 30 000 têtes de bétail, soit 3 à 5% des animaux négociés sur le marché⁵⁰, ce qui reste limité mais qui constitue un seuil peu signalé jusqu'alors. Toutefois, le mode de paiement à crédit restera vraisemblablement le moyen principal de paiement car il permet de dynamiser les échanges, contrairement au paiement au comptant qui est contraint par la masse de monnaie⁵¹ en circulation et les limites de trésorerie des individus.

IV. ANALYSE ECONOMIQUE : A QUI PROFITE LA CROISSANCE ?

Pour les analyses économiques présentées ci dessous, nous posons les hypothèses et les conventions suivantes (août 2002) :

- Vente par un éleveur d'un taureau adulte de 380 kg dans la zone de Moshodi à un collecteur au prix de 185.000 FCFA, soit 36.634 Naira Le prix de vente à Maiduguri est de 58.000 Naira, soit 292.900 FCFA. Le prix de vente au boucher de Lagos est de 73.000 Naira, soit 368.650 FCFA. Enfin, la valorisation finale de l'animal (vente de la viande au détail + cinquième quartier et abats) est de 381.699 FCFA soit 75.584 Naira.

- taux de change à Maiduguri : 5,05 FCFA pour 1 Naira

- Le commerçant tchadien achète l'animal à Moshodi, le fait acheminer à pied à Maiduguri pour le revendre aussitôt. Le commerçant nigérian achète l'animal à Maiduguri, l'achemine en camion à Lagos pour le revendre aussitôt à Lagos à un boucher. Le boucher procède à l'abattage, la découpe et la mise en vente au détail de l'animal.

- Tous les coûts et marges ont été ramenés à une base unitaire, bien que l'achat puisse se faire en lot ou individuellement, que l'acheminement à pied se fasse en troupeau et que le transport en groupe (camion).

⁵⁰ Entre 1999 et 2001, l'augmentation serait de l'ordre de 60 à 100%, d'après les données de la direction de la statistique et du suivi-évaluation, Ministère de l'élevage.

⁵¹ Au sens de monnaie manuelle.

La consolidation des comptes d'exploitations pour les différents agents intervenant tout au long de la filière entre la zone de collecte au Tchad et la boucherie à Lagos permet d'apprécier et d'analyser la répartition des coûts et des marges par acteurs ainsi que par pays.

L'exemple pris correspond à l'exportation d'un taureau adulte bien conformé du Tchad, acheté dans la région de Moshodi au prix de 185 000 FCFA et convoyé jusqu'à Lagos au Nigeria où il est vendu à un boucher au prix de 368 000 FCFA et valorisé au détail à 381 700 FCFA.

4.1. Les revenus par type d'acteurs

Sur cette base, on constate que 48% de la valorisation finale de l'animal revient à l'éleveur, abstraction faite des coûts d'élevage⁵², que 47% est constitué par la valeur ajoutée créée en aval de la production (marges des commerçants et des bouchers, salaires de bergers et autres manutentionnaires, taxes officielles et informelles) et que les derniers 5% représentent les consommations intermédiaires (aliments fourragers pour les animaux en transit et sur les marchés) et les services (transport en camion). Les marges consolidées des différents opérateurs intervenant sur la filière se montent à 28%, une faible part revient aux détaillants bouchers tandis que les commerçants ont des marges de l'ordre de 13%. Les taxes officielles et informelles représentent 10% de la valeur finale de l'animal à Lagos.

Il existe une sensibilité assez forte de l'activité à la variation des prix à l'étalage. En particulier, chez les bouchers qui sont fragilisés du fait de leur faible marge à tout aléa de la demande, ce que confirment les commerçants qui éprouvent souvent des difficultés à recouvrer leur crédit auprès d'eux. Pour les commerçants, la maîtrise des coûts passe évidemment par la recherche de réduction du paiement des taxes, au détriment des rentrées d'argent de l'Etat. Elle concerne également la recherche de prix bas auprès des éleveurs et l'achat d'animaux à élever, la préservation de l'asymétrie d'information et de position étant stratégique pour garantir un taux de marge suffisant.

Enfin, on précisera que la vente d'un animal adulte bien conformé ne constitue pas l'unique stratégie de vente des éleveurs, et que la marge des commerçants est vraisemblablement beaucoup plus importante quand ceux-ci achètent de jeunes animaux pour des opérations d'engraissement.

⁵² Selon les circonstances qui dictent la décision de vente de la part de l'éleveur, il pourrait s'agir également d'une décapitalisation de son troupeau. Par ailleurs, la valeur ajoutée créée par l'éleveur n'est pas connue, puisque l'on ne connaît pas le détail de ses charges (produits vétérinaires, salaires, aliments du bétail, taxe, etc).

Tableau n° 7 : Répartition des revenus par type d'acteurs entre les stades collecte et boucherie sur le circuit Moshodi (Tchad) – Lagos (Nigeria)

	FCFA	Naira	% valeur finale
Valorisation de l'animal stade boucherie à Lagos	381 699	75 584	100%
Prix achat animal stade éleveur	185 000	36 634	48%
Revenus autres acteurs	90 288	17 879	24%
Etat : Taxes officielles	21 912	4 339	6%
Agents de l'Etat : Taxes informelles	16 519	3 271	4%
Salaires et rémunérations	32 369	6 410	8%
Charges directes Achat aliments, transport	19 489	3 859	5%
Marge commerçants	106 411	21 071	28%
Collecte - Maïduguri	49 931	9 887	13%
Maïduguri - Lagos	48 632	9 630	13%
Boucherie	7 848	1 554	2%

Source : D'après étude IRAM LARES

4.2. Répartition des revenus entre Tchad, Cameroun et Nigeria

Le Tchad, déduction faite des charges directes de transport et d'alimentation et si l'on fait abstraction des coûts d'élevage jusqu'au stade adulte, concentre 70% de la valeur ajoutée de la filière. Le Cameroun ne retirerait que 2% des revenus du commerce du bétail du Tchad vers le Nigeria. Le Nigeria concentre 23% des revenus dont la moitié est concentrée par les marges des commerçants, le reste étant partagé entre les différents acteurs (bouchers, salaires, taxes). La limite de cette analyse par pays réside dans le fait que les commerçants spécialisés se rendent de plus en plus dans les pays voisins afin de maximiser les marges. Il en est ainsi des commerçants Igbos présents sur les marchés tchadiens, et des commerçants Haussas n'hésitant plus à faire le voyage jusqu'à Lagos.

Tableau n° 8 : Répartition des revenus par pays

		FCFA	Naira	% valeur finale
Tchad	Prix achat animal stade éleveur	185 000	36 634	48%
	Revenus autres acteurs	32 000	6 337	8%
	Etat : Taxes officielles	12 100	2 396	3%
	Agents de l'Etat : Taxes informelles	2 000	396	1%
	Salaires et rémunérations	17 900	3 545	5%
	Charges directes	8 000	1 584	2%
	Marge commerçant à Maïduguri	49 931	9 887	13%
Sous-Total Tchad		274 931	54 442	72%
Cameroun	Revenus autres acteurs	8 000	1 584	2%
	Etat : Taxes officielles	7 500	1 485	2%
	Salaires et rémunérations	500	99	0%
Sous-Total Cameroun		8 000	1 584	2%
Nigeria	Revenus autres acteurs	30 800	6 099	8%
	Etat : Taxes officielles	2 312	458	1%
	Agents de l'Etat : Taxes informelles	14 519	2 875	4%
	Salaires et rémunérations	13 969	2 766	4%
	Charges directes	11 489	2 275	3%
	Marge commerçant	48 632	9 630	13%
	Marge Boucher	7 848	1 554	2%
Sous-Total Nigeria		98 768	19 558	26%
Total Valeur finale		381 699	75 584	100%

Source : D'après étude IRAM LARES

4.3. Importance économique de la filière exportation d'animaux de boucherie tchadiens pour le Tchad, le Cameroun et le Nigeria

Les revenus générés par l'activité de la filière animaux de boucherie serait pour le Tchad de l'ordre de 163 à 214 milliards de FCFA⁵³, soit une contribution au PIB national de l'ordre de 15,6 à 20,9%, ce qui serait supérieur aux estimations utilisées habituellement, puisque les chiffres de l'étude n'incluent ni la consommation intérieure, ni les secteurs du lait, des petits ruminants ou des camélidés. Par ailleurs, les revenus générés par l'activité de la filière animaux de boucherie seraient de l'ordre de 60 à 80 milliards de FCFA pour le Nigeria.

Toutefois, ces hypothèses, basées sur l'analyse du fonctionnement des marchés terminaux, doivent être tempérées par le fait qu'il existe une incertitude

⁵³ En s'appuyant sur la répartition des revenus de la filière entre les pays (tableau 12), l'estimation du nombre d'animaux abattus sur trois marchés majeurs du Nigeria : Ibadan, Lagos et Port-Harcourt (tableau 6), l'hypothèse de valeur moyenne utilisée pour le prix d'achat à l'éleveur (185.000 FCFA) et la valorisation finale rendu Lagos (381.700 FCFA), on peut estimer l'importance de l'activité d'exportation pour les trois pays Tchad, Cameroun et Nigeria (tableau 13).

forte en l'état des connaissances disponibles, sur le processus d'élevage des animaux abattus (animaux adultes venant directement du Tchad ou animaux achetés jeunes et ensuite engraisés au Nigeria).

Enfin, on peut s'interroger sur la destination des fruits de cette activité économique majeure pour le Tchad. En effet, on peut estimer que le chiffre d'affaire généré au niveau des éleveurs est essentiellement destiné aux usages des ménages (alimentation, habillements, logement, services, etc.). L'affectation des revenus du commerce régional est plus difficile à déterminer pour les grands commerçants à la tête de réseaux régionaux, pour lesquels la notion de nationalité entre peu en ligne de compte quand il s'agit de réinvestir les bénéfices issus du commerce du bétail, là où l'activité économique est plus prometteuse, tel que par exemple dans les centres urbains du Nigeria.

Tableau n° 9 : Estimation de l'importance économique de la filière d'exportation d'animaux de boucherie pour le Tchad, le Cameroun et le Nigeria

En milliards d'unité monétaire / an	% valeur finale	Hypothèse basse		Hypothèse haute	
		FCFA	Naira	FCFA	Naira
Revenus Tchad					
- Eleveurs	48%	113,41	22,46	148,09	29,33
- Etat (Taxes officielles)	3%	7,42	1,47	9,69	1,92
- Agents de l'Etat (Taxes informelles)	1%	1,23	0,24	1,60	0,32
- Salaires et rémunérations	5%	10,97	2,17	14,33	2,84
- Commerçants tchadiens	13%	30,61	6,06	39,97	7,91
Consommations intermédiaires	2%	4,90	0,97	6,40	1,27
Sous-Total Tchad	72%	168,53	33,37	220,08	43,58
Revenu Cameroun					
- Etat : Taxes officielles	2%	4,60	0,91	6,00	1,19
- Salaires et rémunérations	0,1%	0,31	0,06	0,40	0,08
Sous-Total Cameroun	2%	4,90	0,97	6,40	1,27
Revenu Nigeria					
- Revenus autres acteurs	8%	18,88	3,74	24,66	4,88
- Etat : Taxes officielles	1%	1,42	0,28	1,85	0,37
- Agents de l'Etat : Taxes informelles	4%	8,90	1,76	11,62	2,30
- Salaires et rémunérations	4%	8,56	1,70	11,18	2,21
- Commerçants nigériens	13%	29,81	5,90	38,93	7,71
- Bouchers	2%	4,81	0,95	6,28	1,24
Consommations intermédiaires	3%	7,04	1,39	9,20	1,82
Sous-Total Nigeria	26%	60,54	11,99	79,06	15,66
Total	100%	233,98	46,33	305,55	60,50

Source : D'après étude IRAM LARES

CONCLUSION

La croissance de la demande en viande au Nigeria a été particulièrement significative à partir de la seconde partie des années 1990, résultant de la dévaluation du FCFA en 1994 et un redémarrage économique en 1999. Ces changements se traduisent par une demande plus forte pour des animaux bien

conformés pour l'abattage manuel pratiqué sur les marchés terminaux de consommation sur la côte atlantique du Nigeria et une segmentation naissante de la demande vers des animaux de gros gabarit pour la transformation industrielle.

Cette situation a des répercussions multiples sur le commerce du bétail sur pied au Nigeria : augmentation des transactions et des abattages sur les marchés nigériens, part fondamentale des importations dans l'équilibre de la consommation apparente au Nigeria, augmentation des prix, développement spécifique des circuits d'approvisionnement du Sud-Est du Nigeria. Le Tchad apparaît comme le fournisseur principal en bétail sur pieds du Nigeria, avec des estimations de l'ordre de 600 000 à 800 000 têtes par an pour les seuls abattoirs de Lagos, Ibadan et Port Harcourt.

Au Tchad, la croissance du commerce du bétail pose la question de la capacité de réponse du cheptel national et des modalités d'organisation des éleveurs pour y répondre. Les pistes de réponses sont nombreuses et relèvent pour l'essentiel d'explorations futures, elles combinent des problèmes de sous-estimations statistiques (cheptel, taux d'exploitation) à des phénomènes de repolarisation des flux centrafricains vers le Sud-Est Nigeria, des processus de sédentarisation des troupeaux dans le sud du pays à des stratégies de spécialisation vers le marché de certains acteurs ("embouche" pratiquée par de grands éleveurs, des grands commerçants).

L'organisation de la commercialisation connaît elle aussi des transformations notables : intensification de la collecte dans les zones d'élevage, croissance du nombre de petits commerçants et d'intermédiaires, injection de capitaux par des nouveaux acteurs au sein des réseaux de commerçants (femmes commerçantes nigériennes et tchadiennes), stratégie d'intégration verticale d'acteurs de l'aval des filières (bouchers i gbos de Port Harcourt). Le commerce du bétail d'apparence lucratif reste néanmoins très risqué, et nombreux sont les échecs et les faillites. Il en résulte des signes d'affaiblissement du système de financement à crédit prédominant au sein des réseaux de commerçants et pour lequel les taux d'impayés à Lagos, quoique encore limités, ont atteint des seuils peu signalés jusqu'alors.

En terme économique, la simulation portant sur l'achat d'un taureau adulte au Tchad, abattu et vendu à la découpe à Lagos montre que la valeur finale revient pour 48% à l'éleveur tchadien, abstraction faite des coûts d'élevage, que les marges des commerçants se montent à 13% et celles des bouchers à 2%, et que la consolidation des taxes payées tout au long de l'acheminement se monterait à environ 10%. Le Tchad concentrerait 70% des valeurs ajoutées et le Nigeria 23%. Les revenus générés par l'activité de la filière animaux de boucherie serait pour le Tchad de l'ordre de 163 à 214 milliards de FCFA, soit une contribution au PIB national de l'ordre de 15,6 à 20,9%. Toutefois, les stratégies d'élevage et de

commercialisation des animaux (élevage par les commerçants pour la vente sur le marché ou vente par les éleveurs pour la subsistance) par les acteurs et les positionnements géographiques des grands commerçants pour réinvestir les revenus sont susceptibles de modifier grandement ces pourcentages.

Pour l'avenir, un certain nombre de problèmes doit être abordé prioritairement : insuffisance des infrastructures sur les marchés, incohérence des politiques et des actions des agents des Etats aux effets contre-productifs quant à la facilitation des échanges, faiblesses des services d'appui à la commercialisation auprès des acteurs éleveurs et commerçants tchadiens et nigériens (formation, information, services financiers). Le renforcement du positionnement des petits et moyens éleveurs au sein de ce commerce régional passe vraisemblablement par la mise en place d'appuis spécifiques relevant de l'organisation collective et de la construction de services adaptés à la gestion du risque et la définition des stratégies de vente (anticipation de risque climatique, banques de céréales pour gérer les crises climatiques, contractualisation de fourniture de bétail avec des commerçants du bétail).

La concertation entre les acteurs économiques et les administrations doit être promue pour débattre de ces différentes orientations et aider à la définition partagée des politiques publiques. La mise en place d'instances de concertation inter-états, entre Niger et Nigeria en particulier, devrait faciliter l'abord des problématiques transversales tels que l'harmonisation des procédures d'exportation, la mise en place de services financiers et d'information sur les marchés, etc. Cette étude apporte autant d'informations qu'elle soulève de nouvelles questions pour étayer la mise en place de politiques de promotion de la compétitivité des filières régionales. La recherche-développement peut donc jouer un rôle important de médiation dans ces futurs cadres de concertation.

BIBLIOGRAPHIE

- Badamassi D. ; Saley S (2003). L'adaptation des circuits de commercialisation des bovins nigériens à l'évolution de la demande au Nigeria. Août. IRAM LARES
- Balami, D. H. (1999) The Dynamics of Maiduguri Livestock (Meat) Market Western System (1991 – 1997). *Sahel Analyst* vol. 4 Nos. 142 July.
- Balami, DH (2003). Evolution of the modes of coordination among actors on the cattle trade between Chadian and Nigerian markets. Department of economics, University of Maiduguri, Borno State, Nigeria. IRAM LARES. July.
- Balami, DH (2003). Study on Niger – Nigeriacattle trade. Department of economics, University of Maiduguri, Borno State, Nigeria. IRAM LARES. July.
- Balami, DH (2003). The role of Chad Republic in the supply of cattle to Nigeria : impact of the Nigerian demand evolution. Department of economics, University of Maiduguri, Borno State, Nigeria. IRAM LARES. July.
- Banque Mondiale, (2000). Country profile table : <http://devdata.worldbank.org/>
- BEAC, (2001) : "Tchad : Schéma complet de la programmation monétaire 2001 : Annexes statistiques, BEAC, N'Djamena 32 p.
- Direction de l'élevage (1976), Rapport annuel
- Direction des relations économiques extérieures, (2003). Fiches de synthèse et statistiques. Mission économique près de l'Ambassade de France au Nigeria. <http://www.dree.org/nigeria>
- Duteurtre G, Koussou M.O (2002). Les politiques d'intégration régionale face aux réalités de terrain : le cas des exportations tchadiennes de bétail. Communication au colloque international "Tchad, 40 ans d'indépendance : bilan et perspective de la gouvernance et du développement". CEFOD, N'Djamena, 25-28 février.
- FAOSTAT, (2003) : <http://apps.fao.org/>
- Haessler C.; Djimadoum A.; Duteurtre G. (2002); Développement du cheptel au sud du Tchad : quelles politiques pour l'élevage des savanes ?. Actes du colloque, mai 2002, Maroua, Cameroun.
- Kadekoy – Tigague D. (2001): Diagnostic de la filière bovine sur pieds en République Centrafricaine. Document de travail. ICRA / PRASAC Mars 2001. ICRA / PRASAC. 43 p.
- Koussou M.O.; Duteurtre G.; Essang T.; Kadekoy – Tigague D. (2002) Le commerce de bétail dans les savanes d'Afrique centrale : réalités et perspectives. Actes du Colloque PRASAC, mai 2002, Garoua, Cameroun.
- Koussou MO, Liagre L (2003). Le rôle des régions soudaniennes tchadiennes dans la Commercialisation du Bétail entre le Tchad et le Nigeria. Rapport de mission. Laboratoire de recherches vétérinaires et Zootechniques de Farcha / IRAM LARES. Juillet.

- Liagre,L. (2004) Le commerce du bétail entre le Nigeria et le Tchad : évolution de la demande Nigériane et impact sur l'organisaïton des circuits de commercialisation Tchadiens. V ersion provisoire. IRAM. Ministère Français des Affaires Etrangères. Février.
- Liénoù F. 52003) L'approvisionnement du Nigeria en bétail tchadien, le transit au Cameroun. IRAM LARES. Juillet.
- Livestock statistics (1996), Federal Department of Livestock and Pest Control Services, Abuja, June 1997.
- Marty A. (2001), PHPK, deuxième mission d'appui, IRAM, janvier
- National Planning Commission, (1991). Annual Report, Abuja.
- Ngaradoum D. (2003) Approvisionnement du Nigeria en bétail par le Tchad : Impact de la demande nigériane sur les marchés tchadiens, OBADA-IRAM-LARES. Janvier.
- Ngaradoum D (2003). Etude sur l'approvisionnement du Nigeria en bétail par le Tchad : modes de coordination entre les acteurs de marché., OBADA-IRAM-LARES. Juillet.
- Sarniguet J., Marty J.P., Arnaud R., (1967) : "Exploitation du cheptel bovin au Tchad : tome 1 – production, consommation et exportation". Ministère de l'agriculture et de la production animale N'djamena, Tchad, 206 p.
- Soule B .G., (1992). " Politique de commerce extérieur des produits d'origine animale en Afrique de l'Ouest et du centre : le cas du Nigeria ". Décembre. Solagral